

Témoignage de Denis de Rougemont sur le congrès de La Haye (1948)

Légende: En 1948, Denis de Rougemont, délégué général de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), rend compte des tensions doctrinales qui ont émaillé le congrès européen de La Haye et insiste notamment sur l'importance de l'approche fédérale pour construire une Europe unie.

Source: ROUGEMONT, Denis de. L'Europe en jeu. Neuchâtel: Éditions de la Baconnière, 1948.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/temoignage_de_denis_de_rougemont_sur_le_congres_de_la_haye_1948-fr-36b53693-9a66-4cbf-8fa1-5e7f9ae13f30.html

Date de dernière mise à jour: 06/09/2012

Le congrès de La Haye ou la voix de l'Europe

Cette architecture de grandes poutres, chevrons et traverses sculptés, soutenant un toit immense, tout là-haut, j'ai rêvé un instant qu'à douze ans, avec mes petits camarades, nous sautions d'une poutre à l'autre, sans regarder l'abîme sous nos pas... Vertige rapide. J'abaisse mes regards le long des parois blanches et nues, jusqu'à cette rangée d'écussons aux lions couchés trois par trois. Plus bas, des tapis suspendus. Au-dessus de ma tête, un large dais carré, tout tendu de soie rouge et or. J'appuie ma tête contre les plis d'un lourd rideau de velours pourpre. Qui sont ces gens autour de moi, dont les visages s'illuminent dans le faisceau des projecteurs de cinéma ? Je suis assis derrière deux rangs de dos et de nuques fascinantes qui dépassent le dossier des fauteuils. Cette nuque très large et rouge, c'est Ramadier ; cette nuque placide et blonde, c'est van Zeeland ; et cette absence de nuque, c'est Paul Reynaud. Une tête noire aux cheveux bien plaqués se penche vers un chapeau de femme — oui, c'est bien la princesse Juliana. Une nuque blanche et gonflée au-dessus d'un frac noir, Winston Churchill. A ma gauche, à ma droite, quelques profils d'amis, ce jeune ancien ministre socialiste hollandais, ce jeune ancien ministre conservateur anglais, les yeux bridés de Coudenhove, le sourire voltairien de Lord Layton, un homme en noir qui porte une longue chaîne en sautoir... Où suis-je ? A quelle époque ? Dans un rêve ? Que se passe-t-il ?

Quelqu'un parle devant un micro, et la voix me revient de la salle : « The task before us, at this congress, is not only to raise the voice of Europe as a united home... We must here and now resolve that a European Assembly shall be constituted... ».

Oui, c'est un rêve, un rêve devenu réalité, et que je faisais depuis vingt ans.

Devant nous, tout autour de nous, dans cette grande Salle des Chevaliers, qui est celle d'un très vieux Parlement, mille personnes, mille Européens. Je reconnais dans la foule quelques têtes, la moustache d'Anthony Eden, la face concave de Daladier, le profil du chapelier fou d'Alice in Wonderland (ce ne peut être que Bertrand Russell), le crâne poli de Prieto, les boucles blanches de William Rappard, un Anglais plus Anglais que nature : Charles Morgan, un archevêque qui représente le Vatican, un Lord Bishop qui représente Canterbury, des députés socialistes anglais, un joyeux anarchiste italien, des ministres allemands aux lunettes sans bord... Mais pourquoi cet immense applaudissement ? « L'Europe, vient de dire quelqu'un dans le micro, c'est la civilisation des non-conformistes ! » Je regarde le texte qu'on m'a remis. « L'Europe, c'est la terre des hommes continuellement en lutte avec eux-mêmes, c'est le lieu où aucune certitude n'est acceptée comme vérité si elle n'est continuellement découverte. D'autres continents se vantent de leur efficacité, mais c'est le climat européen seul qui rend la vie dangereuse, aventureuse, magnifique et tragique — et, par là, digne d'être vécue ». (C'est mon ami Brugmans, travailliste hollandais, qui parle ainsi devant douze anciens présidents du Conseil, soixante ministres et anciens ministres, deux cents députés aux Parlements européens, et six cents autres délégués de vingt-cinq pays... Mais je me dis qu'en effet, malgré tout, notre congrès est doublement non conformiste, puisqu'il a su rallier pour une œuvre commune les conformistes et les non-conformistes...

Tout à l'heure, nous avons traversé la salle en procession, Churchill et sa femme conduisant. Il y avait des fleurs partout, et des fanfares dans la cour du palais. — On dirait un mariage ! m'a soufflé mon voisin.

Mariage de qui ? Peut-être de Churchill et de la gauche continentale ? Ou des vieux hommes d'État et des générations formées pendant la Résistance ? Ou encore des vainqueurs et des vaincus d'hier ? (Nous avons des délégations allemandes, autrichiennes et italiennes.) Ou bien le mariage de l'Ouest et de l'Est ? Non, pas cela : les quelque trente Roumains, Polonais, Tchèques, Hongrois et Yougoslaves ici présents, ne sont encore, hélas, que des « observateurs ».

Attendons : le congrès commence à peine. L'Histoire seule dira le vrai sens de cette cérémonie sans précédent.

J'écris maintenant dans la paix de ma campagne franco-suisse. (La frontière est à douze cents mètres. A chaque passage, je renouvelle in petto l'engagement final du congrès : « Nous voulons une Europe unie, rendue dans toute son étendue à la libre circulation des hommes, des idées, et des biens ») Depuis deux

semaines, j'ai parcouru quelques centaines d'articles sur La Haye. J'ai relu mes discours, en vue de ce recueil. J'essaye de comparer et de conclure, provisoirement, avant de repartir.

Ces applaudissements enthousiastes saluant la phrase de Brugmans sur le « non-conformisme » européen, m'ont étonné plus que toute autre chose survenue au cours du congrès. (La presse y fait peu d'allusions.) Et ce n'était pas un accident, puisqu'au cours de la même séance inaugurale, M. Paul Ramadier ayant cru devoir dire : « Nous ne sommes pas ici pour faire une révolution fédéraliste ! » — un froid silence fut seul à lui répondre. Après cela, l'on fut moins surpris de voir quelques-unes des thèses fédéralistes acceptées par une assemblée unanime, alors que la majorité des délégués, pris un à un, se fussent sans doute avoués fort étrangers à la doctrine qui les dictait. Ces votes finaux ne sauraient s'expliquer par une conversion collective. Ils traduisent un mouvement de ralliement mi-inconscient, mi-raisonné, à la seule position cohérente fournissant une base d'offensive : la position fédéraliste, qui se trouve être en fait « non conformiste », dans l'état présent de l'Europe.

Certes, il existe — et je crois la connaître — une doctrine orthodoxe du fédéralisme. Et parfois ses tenants s'inquiètent de voir les conclusions pratiques qu'ils en déduisent adoptées par des hommes politiques qui pensent encore en termes de nations, d'unification rationnelle, ou seulement de défense contre l'un des « deux Grands ». Un chrétien convaincu, s'il voyait son église se remplir subitement d'une foule d'incroyants répétant avec lui les mêmes paroles, se sentirait fort mal à l'aise : il se demanderait quelle peur les pousse, quelle grande calamité publique est annoncée... Gardons-nous cependant de confondre les ordres. Si le fédéralisme veut être une politique, non pas une secte ou une théologie (quoiqu'il ait, dans plus d'un esprit, de fortes attaches religieuses), il faut bien qu'il travaille avec ceux qui l'acceptent pour des raisons qui ne sont pas les siennes. Dans l'ordre de la politique, c'est le compromis difficile qui représente presque toujours le vrai succès. La victoire totale d'une doctrine — fût-elle la bonne, ou disons : la meilleure — ou bien reste sans lendemain, ou bien prépare un lendemain totalitaire.

Quels seront les lendemains de La Haye ? Quels résultats tangibles avons-nous obtenus ? J'en vois deux, qui dépassent en importance les résolutions adoptées.

1. Le congrès de l'Europe voulait produire un choc, voulait alerter l'opinion. Il l'a fait dans une large mesure, sinon dans toute la mesure qu'il méritait. Réveiller la conscience de l'Europe, c'était son seul moyen d'action. Pour autant qu'il y soit parvenu, il établit l'union européenne sur des bases qui manquent à l'ONU : la volonté consciente des groupes sociaux et l'enthousiasme des individus. Si nous sommes en démocratie, c'est cela qui compte, et le reste suivra.

2. Le congrès de l'Europe a permis de mettre en pleine lumière les vraies difficultés, et c'est là le seul moyen de réduire les objections courantes que peuvent élever contre une Fédération européenne les sceptiques, les réactionnaires, les sectaires de la gauche ou du grand capital, les nationalistes honteux ou les imprudents utopistes. Le seul fait qu'un accord unanime — au lieu de la rupture trois fois risquée — ait couronné ces débats passionnés, est un résultat décisif. Il se peut que la bataille la plus dure pour l'unité européenne ait été gagnée à La Haye, même si les conclusions les plus spectaculaires n'en doivent être tirées que plus tard et ailleurs.

La presse continentale dans son ensemble a parlé du congrès de l'Europe comme d'un congrès « fédéraliste ». En réalité, les groupes fédéralistes s'y trouvaient en minorité à tous égards. Tant par le nombre que par le prestige des hommes d'État qui la représentaient, la tendance « unioniste » dominait largement. Elle tenait la plupart des postes de commande. Que voulait-elle ? Il est bien difficile de le dire clairement sans la trahir. Elle voulait — selon les termes de l'invitation adressée par ses soins aux congressistes — « une plus grande unité entre les pays de l'Europe ». Formule vague et peu convaincante. Unité de quel ordre ? Et plus grande que quoi ? C'était trop dire, ou pas assez. Ce n'était pas une base de travail ou d'accord. Qui donc oserait se déclarer contre un peu plus d'union en général ? Les fédéralistes, au contraire, réclamaient des mesures précises, et surtout des institutions, calculées de manière à nous conduire au-delà des souverainetés nationales absolues, mais en deçà d'une « unité » totale, aussi dangereuse que toutes nos divisions. On pouvait donc prévoir, avant le congrès, que l'inconsistance « unioniste » ne jouerait à La Haye que le rôle d'un frein, par rapport au fédéralisme cohérent et sûr de ses fins. C'est en effet ce qui

se produit. La plupart des thèses défendues par la tendance fédéraliste — et qu'on trouve déjà formulées dans le rapport du congrès de Montreux — furent acceptées à l'unanimité. Quant à l'action de la tendance unioniste, elle consista surtout à rappeler sans relâche la prudence nécessaire, les obstacles probables. Elle parvint à noyer les termes trop précis — comme celui de Fédération — dans des vœux généraux et qui n'engagent à rien, mais qui du moins laissent les portes ouvertes. A la faveur de ces hésitations, confusions et manœuvres souterraines, on vit le congrès rallier progressivement quelque chose dont il refusait le nom ou l'étiquette avec obstination, mais qui n'en est pas moins le programme fédéraliste. Les grandes institutions que proposait Montreux ont été adoptées en principe à La Haye : la Cour suprême, chargée de sanctionner une Charte des droits de la personne ; l'Assemblée de l'Europe, représentant les forces vives des nations, non pas seulement leurs parlements ; un organisme économique commun ; un Centre européen de la culture. Et la plupart des principes généraux posés au congrès de Montreux ont été repris, presque littéralement, dans les résolutions de La Haye : non seulement le transfert partiel des souverainetés nationales à des organismes communs (qui reste le point capital), mais aussi l'insertion de l'Europe fédérée dans une Fédération mondiale, l'urgence de « réaliser une synthèse entre les aspirations personnalistes et les nécessités économiques nouvelles », enfin l'association des syndicats au développement de cette économie.

Le succès des fédéralistes, à La Haye, n'est pas celui d'un parti sur un autre. Car l'unionisme n'est pas une doctrine, mais plutôt une étape normale dans l'évolution des esprits vers un fédéralisme efficace. Très peu parmi les délégués se déclarèrent adversaires de nos thèses. Certains ne redoutaient à vrai dire qu'« un fédéralisme intégral » partant de la commune et de l'entreprise, qu'il n'était pas question de proposer à La Haye. Parmi les délégués continentaux, l'opposition n'était ainsi que du moins au plus, de la prudence au dynamisme innovateur, d'un certain scepticisme persistant à la volonté de « bousculer » l'opinion et les gouvernements. Un désir évident d'aboutir, né du sentiment général de la gravité de l'enjeu, eût sans nul doute mené le congrès beaucoup plus loin — s'il n'y avait eu les Britanniques.

Beaucoup pensaient, avant La Haye, que le conflit principal mettrait aux prises le Labour et les conservateurs. C'était bien mal connaître les Anglais.

Derrière les divergences souvent verbales entre unionistes et fédéralistes, le seul conflit profond qui divisa le congrès fut celui qui opposa sourdement le front commun des Insulaires aux initiatives dispersées (tactiquement) des Continentaux.

L'opposition peut être résumée en deux répliques, que j'ai notées lors des débats de la commission politique :

The Rt. Hon. Harold Macmillan : Souvenez-vous de votre proverbe français : Hâte-toi lentement.

M. Paul Reynaud : Curieux slogan à proposer à quelqu'un qui est en train de se noyer !

Sur un plan théorique et général, les deux points de vue sont défendables à l'infini. Même en pratique, ils ne sont pas nécessairement contradictoires. Mais dans le cas précis de l'union européenne, la position des Britanniques est équivoque. Et, dans l'état d'urgence où se trouve l'Europe, l'équivoque peut devenir fatale.

Mais le fait est que cet état d'urgence n'est pas senti par la majorité des Insulaires. (Les délégués anglais répétaient à La Haye : Si nous votons ceci ou cela, que nous croyons juste, nous ne serons pas suivis at home, on ne voit pas les choses de cette manière chez nous...). Les grandes vertus politiques de ce peuple ont toujours été la lenteur, la méfiance à l'égard des solutions de principe, et la confiance dans une certaine imprécision des formules et des prises de position, favorable aux ententes pratiques. Mais il n'est pas certain que cette méthode reste valable au plan européen. Et dans ce plan, il faut avouer que les Insulaires sont assez neufs. Leur politique traditionnelle fut d'empêcher l'Europe de s'unifier sous l'égide d'une nation menaçante. Le principe était juste, mais le réflexe qu'ils en conservent ne joue pas dans le sens de l'action créatrice à laquelle le congrès devait donner l'impulsion. Pour que l'Europe se fasse, il faut que les Anglais acceptent de penser dans le cadre de l'Europe, et non plus en face d'elle et par-dessus la Manche, détail géographique insignifiant dans la réalité du XXe siècle.

J'entendais répéter partout, au lendemain du congrès de La Haye :

— Pour nous, continentaux, c'est l'Europe qui est en jeu. Pour les Anglais, c'est tout d'abord l'Empire, et l'union de l'Europe pourrait sauver l'Empire, à condition de n'être pas trop ceci ou trop cela, de n'être pas trop précise, pas trop continentale...

Cette description paraîtra dure ou même injuste à beaucoup de mes amis britanniques. Je n'y puis rien : elle résume l'opinion de la presse continentale au lendemain du congrès de La Haye. Aux Anglais de la corriger, si elle les choque.

Ah ! Messieurs les Anglais ! J'admire votre génie : vous ne tirez jamais les premiers. Mais à La Haye, c'était justement cela que les peuples attendaient de nous tous.

Je viens de citer Paul Reynaud. On sait qu'il provoqua, lors du congrès, ce qu'on appelle une « sensation », en proposant que soit élue dans les six mois, par le suffrage universel, et à raison d'un député par million d'habitants, une Assemblée constituante de l'Europe. La motion recueillit neuf voix.

Il y a beaucoup à dire sur cet échec.

Parmi ceux qui votèrent contre le projet Reynaud, certains avaient de bonnes raisons, d'autres des craintes tenant lieu de raisons, d'autres enfin de très mauvaises raisons.

Mauvaises raisons : « C'est de l'utopie, ou c'est de la démagogie. En tout cas c'est trop tôt. La grande masse n'y est pas prête ». Or rien n'est plus urgent qu'un Parlement de l'Europe. Et la grande masse ne se lèvera pour l'Europe qu'au jour des élections européennes. Et faire appel aux masses n'est pas démagogique, si c'est pour les sauver et non pour les duper. Quant à l'argument de l'utopie, il ne vaut pas qu'on le discute. Que venaient faire à La Haye ceux qui l'ont employé ?

Craintes tenant lieu de raisons : « Si le projet se réalise, c'en sera fait pour de bon de la sacro-sainte souveraineté de l'État-nation. Nous voulons bien la limiter, mais pas à ce point... Nous serons jetés dans l'inconnu, dans l'aventure... Les peuples ne nous suivront pas... Les gouvernements nous rassurent, et ce projet va les choquer... Enfin, comment éclairer l'opinion (c'est-à-dire fabriquer les élections) dans le bref délai qu'on nous propose ? »

Bonnes raisons : « Ce projet, purement quantitatif, défavorise les petites nations ; ne tient pas compte des obstacles existant dans la constitution de plusieurs pays ; enfin créerait une Europe unitaire, et non pas une fédération ».

Et c'est ainsi que l'on vit toutes les tendances s'accorder sur un refus commun. J'aurais souhaité un refus de justesse, non point cette débandade vers la prudence, surtout de la part de mes amis fédéralistes. Car il est clair qu'un appel de ce genre était précisément ce qu'on attendait de La Haye, tout au moins sur le Continent. Le plan Reynaud n'était pas excellent. Il eût fallu le remplacer par un meilleur, au lieu de l'écartier comme une inconvenance.

Les Britanniques firent front contre l'idée, le reste du congrès contre le projet précis. C'est que les Britanniques n'aiment guère qu'on « bouscule » les gouvernements. Dans les trois commissions, bien avant le congrès, ils insistaient pour que l'on « rende hommage » aux efforts des Cinq, ou des Seize, ou de l'Unesco, ou même de l'ONU. C'est qu'ils sont satisfaits de leur gouvernement. La plupart des continentaux — petits pays à part — ont d'autres expériences...

Le projet Reynaud triomphera, si l'Europe doit se faire demain : car tout le monde est d'accord sur le principe d'une Assemblée européenne. Mais il est fort étrange que personne n'ait songé à le compléter au lieu de l'éliminer. Comment corriger le défaut (à mon avis décisif) qu'il comporte, et qui est celui d'un numérisme aveugle ? En transposant au plan européen le système de la Suisse et des États-Unis : qu'à la Chambre nommée par les peuples, réponde une Chambre nommée par les États, sauvegardant le principe fédéraliste des qualités contre la quantité. (Car chaque pays, grand ou petit, y nommerait le même nombre de

députés.)

J'ai souligné les divergences, les hésitations, les conflits : non point dans l'intention de les durcir, mais au contraire pour contribuer, si peu que ce soit, à dégager les perspectives de notre action. Le combat pour l'Europe prouve la vie de l'Europe : mes adversaires y sont donc mes amis, car le principe pour lequel je me bats est celui de l'union dans la diversité.

Dans la Quête où nous sommes quelques-uns à nous être engagés à tout risque, il nous arrivera plus d'une fois de rompre une lance contre l'écu d'un compagnon : ainsi le veut la passion de l'Europe. Mais nous servons un idéal commun.

Nous ne voulons l'Europe ni de droite ni de gauche, ni du centre, ni surtout sans partis : mais au contraire fédéraliste. Nous ne voulons pas l'Europe française ou britannique, mais au contraire l'Europe « helvétisée », c'est-à-dire non point sans nations mais sans hégémonie d'aucune nation.

L'Europe est un dialogue, un débat perpétuel. A ceux-là seuls qui prétendraient y parler seuls la liberté de parole et de propagande peut être absolument déniée, comme on retire ses jetons au tricheur, ou son rasoir au névrosé. Il faut que l'Europe reste le lieu du monde où les pouvoirs composent avec leurs opposants : c'est tout le problème de la vraie politique, supprimé par des dictatures incapables de lui faire face.

Où seraient, sinon, les risques de la liberté - sans lesquels il n'est point de liberté ?